

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Pouvoir adjudicateur : Agence Française de développement

5 Rue Roland-Barthes

75012 PARIS

**OBJET : APPUI AUX COLLECTIVITES LOCALES DE MAYOTTE
POUR DES PRESTATIONS D'ASSISTANCE A MAITRISE
D'OUVRAGE (AMO) DANS LE CADRE DE LA RECONSTRUCTION
DE BATIMENTS PUBLICS (POST-CHIDO)**

Référence interne : OCN-2025-0116

Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

TABLE DES MATIERES

Article 1. Contexte	3
1.1. Contexte général	3
1.2. Contexte post-cyclonique	4
Article 2. Objectifs et bénéficiaires de l'accord-cadre	5
2.1. Objectifs	5
2.2. Bénéficiaires	5
Article 3. Description des prestations	5
3.1. Prestations attendues	5
3.1.1. Prestation 1 : Cadrage de la mission d'AMO (pour chaque projet ou portefeuille de projets)	6
3.1.2. Prestation 2 : Initialisation du projet et élaboration du programme	6
3.1.3. Prestation 3 : Recherche de financements et montage des dossiers	7
3.1.4. Prestation 4 : Appui à la passation de marchés de maîtrise d'œuvre et de bureau de contrôle	8
3.1.5. Prestation 5 : Appui à la passation de marchés au sens de l'article 19 de la loi d'urgence pour Mayotte	9
3.2. Méthodologie	11
3.3. Livrables	11
3.4. Dispositif de pilotage	12
3.5. Constatation de l'exécution des prestations	12
Article 4. Profils requis	12
1. Chef de projet AMO	12
2. Chargé de recherche de financements et de montage de dossiers	13
3. Consultant AMO	13
4. Juriste spécialisé en marchés publics	14
5. Ingénieur expérimenté en bâtiments / infrastructures publiques	14
Article 5. Modalités financières et administratives de l'accord-cadre	15
5.1. Estimation des jours d'intervention	15
5.2. Délai de réalisation	16

Article 1. Contexte

1.1. Contexte général

Mayotte est un territoire à la fois dynamique et confronté à des défis structurels, amplifiés par une croissance démographique rapide et un phénomène migratoire important. Sa population, jeune et en augmentation constante, représente à la fois une richesse et une pression sur les infrastructures, les services publics et les ressources disponibles :

- **Infrastructures éducatives** : Les établissements scolaires de Mayotte jouent un rôle central dans la formation de la jeunesse, mais ils sont souvent confrontés à des problématiques de surfréquentation et de manque de moyens. Des investissements dans l'extension et la modernisation de ces infrastructures sont nécessaires pour répondre à la demande croissante et améliorer les conditions d'apprentissage.
- **Infrastructures sanitaires** : Le Centre Hospitalier de Mayotte (CHM) est un établissement pivot du système de santé local, mais il fait face à une saturation régulière. Les structures de santé de proximité, bien que présentes, nécessitent une amélioration pour garantir un accès équitable aux soins. En outre, le CHM peine à recruter des médecins et du personnel médical qualifié en raison des problèmes d'attractivité du territoire.
- **Transports et mobilité** : Les infrastructures routières et les moyens de transport actuels sont limités face aux besoins d'une population en croissance. La voiture individuelle étant le moyen de déplacement privilégié des Mahorais, le réseau viaire restreint dû au contexte insulaire se retrouve vite saturé, entraînant des embouteillages importants qui pénalisent les déplacements. Le développement d'une offre de transports collectifs est donc une priorité. En outre, le renforcement des infrastructures portuaires et aéroportuaires est essentiel pour soutenir les échanges économiques et la connectivité insulaire.
- **Services essentiels** : L'accès à l'eau potable et à l'électricité reste un enjeu majeur dans certaines zones. Bien que des progrès aient été réalisés, les réseaux d'assainissement et de distribution doivent être renforcés pour répondre aux besoins des habitants, notamment dans les quartiers en développement.
- **Logement et urbanisme** : Une grande partie de la population vit dans des logements informels ou précaires, exposés aux aléas climatiques et dépourvus de services de base. Bien que ces conditions posent des défis, elles offrent aussi l'occasion de développer des projets d'urbanisme durables et adaptés aux réalités locales. L'habitat mahorais traditionnel, la maison individuelle, est un modèle qui trouve ses limites face aux défis contemporains ouvrant la possibilité de réfléchir à un urbanisme nouveau, vers plus de densité notamment.

Face à ces défis, les communes, établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et syndicats intercommunaux spécialisés jouent un rôle central, notamment à travers l'exercice de leurs compétences en matière :

- d'urbanisme, à travers notamment l'élaboration et la mise en œuvre des PLU ;
- de voirie et d'entretien des réseaux de transport ;
- d'accès à l'éducation, s'agissant en particulier des écoles maternelles et primaires ;
- d'aide sociale, à travers notamment les centres communaux d'action sociale ;

- de traitement des démarches administratives des usagers (état-civil, permis de conduire...);
- de sport, loisirs et vie associative, à travers notamment le soutien aux associations et la mise à disposition d'équipements dédiés ;
- d'adduction d'eau potable, d'assainissement ; de collecte et traitement des déchets ;
- etc.

L'exercice de ces compétences nécessite de disposer d'équipements publics – et notamment de bâtiments publics – qui soient adaptés à leurs usages (administratif, technique, accueil du grand public...). Or, avant même le passage du cyclone Chido en décembre 2024, les bâtiments publics, notamment communaux, étaient, en nombre et en superficie, insuffisants pour permettre l'exercice dans de bonnes conditions des compétences du bloc communal, en comparaison de ce qui peut être observé ailleurs sur le territoire national. Un effort d'investissement était enclenché, mais cette dynamique, déjà en partie entravée par des ressources financières et techniques limitées, est aujourd'hui bouleversée par les conséquences du cyclone.

1.2. Contexte post-cyclonique

Le cyclone Chido, d'une intensité exceptionnelle, a frappé Mayotte avec des vents dépassant 230 km/h, provoquant des destructions massives. La violence des vents a laissé peu de répit aux habitants, entraînant des dommages significatifs sur les habitations et les infrastructures. Les dégâts ont été amplifiés notamment par le fait que de nombreuses constructions ne répondaient pas aux normes paracycloniques. Plus de 40 % des établissements scolaires sont désormais inutilisables. L'hôpital central de Mayotte a subi des dommages importants, compromettant la prise en charge médicale des blessés.

Aujourd'hui, la plupart des communes ont engagé le processus de reconstruction, notamment en lançant des diagnostics. Cependant, les avancées restent inégales et les collectivités, confrontées à l'ampleur des dégâts, disposent de moyens limités pour mener à bien cette mission.

Adoptée en février 2025, la loi d'urgence pour Mayotte apporte des réponses à certains des besoins les plus immédiats, notamment à travers des adaptations aux règles d'urbanisme et de marchés publics, et elle prévoit la montée en puissance d'un établissement public dédié à la reconstruction, mais elle ne traite pas en tant que telle la question des ressources nécessaires pour une reconstruction ambitieuse et durable. L'ordonnance à venir relative à l'établissement public, les crédits votés en loi de finances initiale pour 2025, ou encore l'aide espérée du Fonds de solidarité de l'Union européenne (FSUE) doivent permettre d'apporter des ressources financières, en complément de la mise en place, annoncée par l'Etat et souhaitée par l'ensemble des acteurs, d'une véritable gouvernance de la reconstruction qui prenne en compte les défis non seulement conjoncturels mais aussi structurels du territoire mahorais.

Face à ces défis, les communes, EPCI et syndicats intercommunaux expriment un besoin renforcé d'accompagnement pour contribuer à la reconstruction à travers leur rôle de maître d'ouvrage. Cet accord-cadre vise à leur fournir un appui stratégique et opérationnel pour structurer et sécuriser leurs projets.

Article 2. Objectifs et bénéficiaires de l'accord-cadre

2.1. Objectifs

Le marché a pour objet la mise en place d'un accord-cadre destiné à apporter un appui à des maîtrises d'ouvrage (MOA) publiques dans la gestion de la reconstruction post-cyclone Chido à Mayotte, à travers la mise à disposition d'une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO). Cet accord-cadre vise plusieurs objectifs :

1. **Faciliter l'accès des maîtrises d'ouvrage mahoraises aux dispositifs de financement existants**, à travers l'accompagnement à la recherche de financements et le montage de dossiers de financement ;
2. **Accélérer le lancement des marchés d'études et/ou de travaux**, en appuyant les maîtrises d'ouvrage dans l'initialisation des projets de reconstruction (définition du besoin et montage du projet) et tout au long du processus de passation de marché tant sur les aspects techniques qu'administratifs ;
3. **Garantir un alignement des projets de reconstruction avec les standards de qualité et de résilience requis**, en s'assurant de la conformité des marchés aux exigences réglementaires, ainsi qu'à des exigences environnementales et techniques élevées, cohérentes avec les enjeux du territoire.

2.2. Bénéficiaires

L'AFD Mayotte est le commanditaire de cet accord-cadre. Les bénéficiaires de ce dernier comprennent :

- **Les 17 communes de Mayotte ;**
- **Les 5 EPCI à fiscalité propre ;**
- **Le Syndicat intercommunal d'élimination et de valorisation des déchets de Mayotte (SIDEVAM 976).**

Seules les entités listées ci-dessus pourront bénéficier des prestations d'AMO, à l'exclusion des cas de transfert de maîtrise d'ouvrage pour certains types de bâtiments au profit de l'Etat ou d'un établissement public de l'Etat opérés en application des lois Mayotte (loi d'urgence et loi-programme).

Article 3. Description des prestations

3.1. Prestations attendues

Les prestations visent à accompagner les collectivités et établissements publics **depuis l'initialisation du projet de reconstruction jusqu'au lancement effectif des marchés relatifs à la reconstruction partielle ou totale de bâtiments ayant subi des dégâts liés au cyclone Chido et se trouvant sous la maîtrise d'ouvrage d'un bénéficiaire visé au 2.2.**

Les services attendus comprennent 5 prestations décrites ci-après.

Les bénéficiaires de l'appui ont la possibilité de recourir à une ou plusieurs prestations de façon indépendante parmi les prestations 2 à 5. Toutefois, les prestations 4 et 5 sont exclusives l'une de l'autre : pour un projet donné, le bénéficiaire ne pourra bénéficier que de l'une des deux prestations.

La mobilisation attendue de l'AMO, pour la réalisation d'une prestation donnée, pourra varier selon les missions afin de tenir compte de la complexité du projet (cf. Article 5 – 5.1 Estimation des jours d'intervention). A noter que les prestations peuvent aussi couvrir plusieurs projets (dits « portefeuille de projets ») lorsqu'il existe un intérêt à les regrouper par grappe (projets très similaires ou situés sur un même site par exemple).

3.1.1. Prestation 1 : Cadrage de la mission d'AMO (pour chaque projet ou portefeuille de projets)

Phase de cadrage obligatoire pour toutes les missions d'AMO visant à :

- Cadrer, en présence de l'ensemble des parties prenantes, les modalités d'exécution de la mission ;
- Partager les objectifs de la (des) prestation(s) mobilisée(s) et apporter des éléments liés au contexte de la demande et au(x) projet(s) ;
- Stabiliser le périmètre, la méthodologie et le calendrier d'intervention ;
- Recueillir la documentation utile et effectuer une (des) visite(s) de terrain préalable(s) pour une première identification des lieux, des bâtiments à reconstruire, etc. ;
- Définir les modalités de pilotage et de dialogue pendant la réalisation de la prestation (sur la base de principes cohérents avec le présent CCTP et avec une convention-type d'AMO entre l'AFD et les bénéficiaires) pour assurer son succès.

Livrable(s) :

- Note de cadrage rappelant les objectifs de la (des) prestation(s), la compréhension du contexte, les modalités d'intervention, le calendrier de réalisation envisagé.

3.1.2. Prestation 2 : Initialisation du projet et élaboration du programme

Sur la base des échanges avec le bénéficiaire de l'appui et de la documentation recueillie :

- **Appui à l'élaboration et à la rédaction du programme** du projet (ou portefeuille de projets). Cela inclut notamment :
 - Le recueil de toutes les données complémentaires utiles à la définition du programme, disponibles auprès du bénéficiaire, si cela n'a pas été fait lors de la phase de cadrage (notamment, le cas échéant, versions pré-Chido des préprogramme et programme de(s) l'opération(s) à reconstruire) ;
 - La présentation du projet et la description de son opportunité ;
 - La définition des besoins et exigences que doit satisfaire le projet ;
 - La vérification qu'aucun obstacle manifeste ne remet en cause sa faisabilité ;
 - L'établissement de la liste des études disponibles et à réaliser le cas échéant (diagnostics structurels, autres études préliminaires...) ;

- L'appui à la désignation et au suivi des prestataires intellectuels chargés de réaliser ces études préliminaires (1 à 3 études en moyenne) ;
- L'élaboration de propositions quant à l'organisation de la maîtrise d'ouvrage et des éventuelles autres parties prenantes pour favoriser la réussite du projet ;
- L'analyse des modalités possibles de gestion, d'exécution et de contrôle du projet (maîtrise d'œuvre, concepteur-réalisateur, bureau de contrôle...) en fonction des caractéristiques et de la complexité du projet ;
- La formalisation de l'expression de la commande (sur la base du programme initial de l'opération, lorsque celui-ci est disponible) incluant notamment :
 - La description des services à rendre et des utilisateurs (besoins exprimés en termes de fonctionnalités) ;
 - La description du site (description, données et contraintes)
 - La description des espaces, de leur organisation et des contraintes ou exigences à respecter ;
 - Les propositions d'ajustement (réorganisation du bâtiment ou réaménagement du site par exemple) le cas échéant.
- L'élaboration du calendrier cible (macro-planning et calendrier détaillé) ;
- L'estimation de l'enveloppe financière prévisionnelle pour les éventuelles études et les travaux.

Livrable(s) :

- Programme (versions définitive ou provisoire si sa finalisation est subordonnée à des études additionnelles rendues nécessaires par des contraintes techniques particulières)

3.1.3. Prestation 3 : Recherche de financements et montage des dossiers

- **Panorama des financements disponibles** auxquels le bénéficiaire de l'appui pourrait être éligible pour la réalisation de son projet (ou portefeuille de projets) dans son entièreté (études préalables, marchés de maîtrise d'œuvre et de travaux, assistance...). Ce panorama devra s'appuyer non seulement sur la documentation disponible de la part des différents guichets (services de l'Etat, GIP Europe, Conseil Départemental, ANCT, Banque des Territoires, AFD, CEREMA, ADEME...), mais aussi sur des échanges préliminaires avec les guichets en question afin d'avoir une idée précise de la disponibilité des fonds et des critères de sélection ;
- **Appui à la rédaction et au montage de dossiers** de financement des marchés (1 à 3 dossiers en moyenne).

Livrable(s) :

- Panorama détaillé des financements disponibles et mobilisables par les bénéficiaires, incluant un compte rendu des échanges tenus avec les guichets concernés
- Dossiers de demande de financement

3.1.4. Prestation 4 : Appui à la passation de marchés de maîtrise d'œuvre et de bureau de contrôle

- **Appui à la préparation et à la rédaction des pièces constitutives des marchés**, et à l'adaptation de ces pièces aux spécificités de l'opération le cas échéant. Les pièces de marché comprendront notamment :
 - Le règlement de la consultation (RC), incluant une proposition de critères de sélection des candidatures et offres les plus adaptées ;
 - L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes ;
 - Les documents financiers (BPU/DQE/DPGF/autres) ;
 - Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
 - Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) qui devra prendre en compte les exigences de l'AFD Mayotte en matière de conformité et de durabilité (cf. Tableau 1 ci-dessous) ;
 - Le programme incluant le détail de l'enveloppe financière prévisionnelle retenue par le maître d'ouvrage et affectée aux travaux, ainsi que ses éventuelles annexes.
 - Le programme ne sera à fournir par l'attributaire qu'à condition que ce dernier ait été mobilisé en amont dans le cadre de la prestation 2 ;
 - Tout autre document considéré comme une pièce constitutive.

L'ensemble des pièces administratives et techniques sont établies à partir du clausier contractuel de modèles de marchés types du bénéficiaire lorsqu'il existe.

Tableau 1 – Exigences à prévoir dans le marché

<i>1/ Conformité aux normes et standards techniques</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Respect des normes parasismiques et paracycloniques conformément à la réglementation en vigueur et applicables à Mayotte. - Préférence pour des matériaux durables et adaptés aux contraintes climatiques et insulaires.
<i>2/ Démarche de performance environnementale</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration de solutions d'adaptation aux changements climatiques (limitation des îlots de chaleur, limitation de la consommation d'eau, gestion des eaux pluviales, utilisation des solutions fondées sur la nature...). - Intégration des bonnes pratiques visant la limitation de l'érosion adaptées à chaque chantier. - Intégration de solutions d'atténuation du changement climatique, notamment par la sobriété énergétique et écologique. - Mesures pour réduire les impacts environnementaux : limiter l'étalement urbain et favoriser l'infiltration des eaux (objectif de Zéro Artificialisation Nette, densification), gestion des déchets de chantier, préservation des zones naturelles sensibles et de la biodiversité...
<i>3/ Soutien au développement économique local et à l'emploi</i>	<p>Dans la limite prévue par la loi (notamment la loi n° 2025-176 du 24 février 2025, dite loi d'urgence pour Mayotte), préférence pour les entreprises locales, favorisant le développement économique et l'emploi local.</p>

- **Appui à la mise en œuvre des étapes de lancement et d'attribution**, à savoir :
 - Elaboration du planning prévisionnel de la consultation ;
 - Relecture et avis sur les réponses à apporter aux soumissionnaires en cours de consultation ;
 - Réception des offres, analyse et appui à la sélection ;
 - A titre estimatif, le nombre d'offres à analyser par l'AMO sera de 5 en moyenne par marché.
 - S'agissant de la sélection, le bénéficiaire, en tant que maître d'ouvrage, demeurera responsable de la validation de l'analyse et du choix du maître d'œuvre.
 - Organisation des négociations éventuelles (en cas de procédure concurrentielle avec négociation ou de dialogue compétitif) ;
 - Appui à la mise au point du marché avant contractualisation.

La publication et les activités de secrétariat liées à la passation du marché (logistique des réunions de la commission d'appel d'offre, envoi de courriers aux soumissionnaires en cas de pièces manquantes ou en cas d'offre non-retenue, rédaction de l'avis d'attribution, etc.) seront à la charge du bénéficiaire.

Livrable(s) :

- Pièces de marché
- Proposition de rapport d'analyse des offres
- Proposition de mise au point du marché (si utile)

3.1.5. Prestation 5 : Appui à la passation de marchés au sens de l'article 19 de la loi d'urgence pour Mayotte¹

- **Appui à la préparation et à la rédaction des pièces constitutives des marchés**, et à l'adaptation de ces pièces aux spécificités de l'opération le cas échéant. Les pièces de marché comprendront notamment :
 - Le règlement de la consultation (RC), incluant une proposition de critères de sélection des candidatures et offres les plus adaptées ;
 - L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes ;
 - Les documents financiers (BPU/DQE/DPGF/autres) ;
 - Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
 - Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) qui devra prendre en compte les exigences de l'AFD Mayotte en matière de conformité et de durabilité (cf. Tableau 2 ci-dessous) ;
 - Le programme incluant le détail de l'enveloppe financière prévisionnelle retenue par le maître d'ouvrage et affectée aux travaux, ainsi que ses éventuelles annexes.
 - Le programme ne sera à fournir par l'attributaire qu'à condition que ce dernier ait été mobilisé en amont dans le cadre de la prestation 2 ;

¹ Loi n° 2025-176 du 24 février 2025 d'urgence pour Mayotte, article 19 : « Les acheteurs peuvent confier à un opérateur économique une mission globale portant sur la conception, la construction ou l'aménagement des équipements publics et des bâtiments mentionnés au I de l'article 17 [équipements publics et bâtiments affectés par le cyclone Chido ou les événements climatiques survenus entre le 13/12/2024 et le 13/05/2025 et qui répondent à un besoin dont la valeur estimée est inférieure à 2 millions d'euros HT], même si les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article L. 2171-2 du code de la commande publique ne sont pas remplies. »

- Par ailleurs, le programme technique et le calendrier devront être particulièrement détaillés compte tenu de l'absence de MOE.
- Tout autre document considéré comme une pièce constitutive.

L'ensemble des pièces administratives et techniques sont établies à partir du clausier contractuel de modèles de marchés types du bénéficiaire lorsqu'il existe.

Tableau 2 – Exigences à prévoir dans le marché

<i>1/ Conformité aux normes et standards techniques</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Respect des normes parasismiques et paracycloniques conformément à la réglementation en vigueur et applicables à Mayotte. - Préférence pour des matériaux durables et adaptés aux contraintes climatiques et insulaires.
<i>2/ Démarche de performance environnementale</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Intégration de solutions d'adaptation aux changements climatiques (limitation des îlots de chaleur, limitation de la consommation d'eau, gestion des eaux pluviales, utilisation des solutions fondées sur la nature...). - Intégration des bonnes pratiques visant la limitation de l'érosion adaptées à chaque chantier. - Intégration de solutions d'atténuation du changement climatique, notamment par la sobriété énergétique et écologique. - Mesures pour réduire les impacts environnementaux : limiter l'étalement urbain et favoriser l'infiltration des eaux (objectif de Zéro Artificialisation Nette, densification), gestion des déchets de chantier, préservation des zones naturelles sensibles et de la biodiversité...
<i>3/ Soutien au développement économique local et à l'emploi</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Dans la limite prévue par la loi (notamment la loi n° 2025-176 du 24 février 2025, dite loi d'urgence pour Mayotte), préférence pour entreprises et artisans locaux pour la conception et la réalisation des travaux, favorisant le développement économique local. - Intégration d'une clause dédiée à favoriser l'insertion des personnes éloignées de l'emploi
<i>4/ Gestion des contraintes logistiques</i>	<ul style="list-style-type: none"> - Planification spécifique pour les zones reculées ou difficiles d'accès. - Stratégies pour assurer la continuité des interventions malgré les défis liés aux infrastructures endommagées et au contexte insulaire.

- **Appui à la mise en œuvre des étapes de lancement et d'attribution**, à savoir :
 - Elaboration du planning prévisionnel de la consultation ;
 - Relecture et avis sur les réponses à apporter aux soumissionnaires en cours de consultation ;
 - Réception des offres, analyse et appui à la sélection ;
 - Le nombre d'offres à analyser par l'AMO sera de 5 en moyenne par marché.

- S'agissant de la sélection, le bénéficiaire, en tant que maître d'ouvrage, demeurera responsable de la validation de l'analyse et du choix du maître d'œuvre.
- Organisation des négociations éventuelles (en cas de procédure concurrentielle avec négociation ou de dialogue compétitif) ;
- Appui à la mise au point du marché avant contractualisation.

La publication et les activités de secrétariat liées à la passation du marché (logistique des réunions de la commission d'appel d'offre, envoi de courriers aux soumissionnaires en cas de pièces manquantes ou en cas d'offre non-retenue, rédaction de l'avis d'attribution, etc.) seront à la charge du bénéficiaire.

Livrable(s) :

- Pièces de marché
- Proposition de rapport d'analyse des offres
- Proposition de mise au point du marché (si utile)

3.2. Méthodologie

Le soumissionnaire décrira, dans sa proposition technique, la méthodologie détaillée qu'il prévoit de mettre en œuvre pour chacune des prestations.

3.3. Livrables

Les principaux livrables attendus :

Prestation 1 - Cadrage	- Note de cadrage
Prestation 2 – Initialisation du Projet	- Programme
Prestation 3 : Recherche de financements et montage des dossiers	- Panorama détaillé des financements disponibles et mobilisables par les bénéficiaires, incluant un compte rendu des échanges tenus avec les guichets concernés - Dossiers de demande de financement
Prestation 4 – Appui à la passation des marchés de MOE et bureau de contrôle	- Pièces de marché - Proposition de rapport d'analyse des offres - Proposition de mise au point du marché (si utile)
Prestation 5 - Appui à la passation des marchés au sens de l'art. 19 loi d'urgence Mayotte	- Pièces de marché - Proposition de rapport d'analyse des offres - Proposition de mise au point du marché (si utile)
Pour l'ensemble des prestations	- Supports de présentation aux instances de pilotage et compte-rendus

Le soumissionnaire peut, dans sa proposition technique, proposer d'autres livrables qu'il estime pertinents. L'AFD peut également demander la remise d'autres livrables définis dans ses bons de commande.

3.4. Dispositif de pilotage

Le soumissionnaire doit présenter, dans sa proposition technique, le dispositif de pilotage qu'il propose de mettre en place (instances, composition, rôle, fréquence...) pour assurer le contrôle de la bonne exécution des prestations. Ce dispositif, qui associera tant l'AFD que les bénéficiaires des prestations, devra être stabilisé au moment du cadrage de la mission.

3.5. Constatation de l'exécution des prestations

A la réception d'un livrable, l'AFD aura 20 jours ouvrés (sauf indication contraire) pour valider le livrable (ce délai tient compte du dialogue avec l'entité bénéficiaire de la prestation). Si l'AFD souhaite amender le livrable, elle communiquera à l'attributaire ses commentaires sur le livrable dans ce délai. L'attributaire aura 10 jours ouvrés pour prendre en compte ces commentaires et proposer une nouvelle version du livrable. Ce processus pourra être renouvelé tant que l'AFD ne sera pas satisfaite du livrable.

Article 4. Profils requis

L'AMO devra être constituée d'une **équipe polyvalente** en mesure de couvrir l'ensemble des besoins décrits ci-dessus. Cette équipe devra être capable d'adapter ses ressources en fonction des projets, en mobilisant des expertises spécifiques (juristes spécialisés, experts techniques) sur les cas les plus complexes afin d'assurer un accompagnement pertinent et efficace.

Les profils attendus incluent :

1. Chef de projet AMO

Mission principale : Responsable de la coordination de la mission, de l'interface avec les bénéficiaires et de la supervision des prestations.

- **Expérience :**
 - +10 ans d'expérience pertinente au regard du besoin
 - Pilotage de projets d'infrastructures publiques, en lien avec des collectivités locales ou d'autres maîtres d'ouvrage publics.
 - Coordination d'équipe d'AMO et/ou de MOE.
- **Compétences requises :**
 - Excellentes compétences en pilotage de projet et capacité à mobiliser des acteurs (i.e. les bénéficiaires).
 - Management d'équipe, maîtrise des risques et respect rigoureux des délais.
 - Rédaction de marchés publics (MOE, conception réalisation, autres prestations intellectuelles...), analyse des offres, négociation et suivi en exécution des marchés.
 - Excellente connaissance des procédures administratives et réglementaires dans le cadre des marchés publics et des financements publics.
- **Diplômes :**
 - Bac+5 en ingénierie (BTP, génie civil...), en gestion de projets ou équivalent

2. Chargé de recherche de financements et de montage de dossiers

Mission principale : Accompagnement des bénéficiaires dans la recherche de financements (notamment subventions) et la constitution des dossiers de financement.

- **Expérience :**
 - +2 ans d'expérience pertinente au regard du besoin
 - Recherche de financements publics ou privés pour des collectivités (subventions, prêts, fonds européens, etc.) et veille.
 - Réalisation de dossiers de financement complets (analyse des besoins, rédaction des demandes, suivi des partenariats financiers).
 - Connaissance des programmes de financement au niveau européen, national, régional et local (Mayotte).
- **Compétences requises :**
 - Capacité à identifier les opportunités de financement adaptées aux projets des bénéficiaires, notamment aux projets d'infrastructures.
 - Excellentes compétences rédactionnelles.
 - Maîtrise des outils et procédures de montage financier.
- **Diplômes :**
 - Bac+5 en gestion publique, finances, gestion de projet ou équivalent

3. Consultant AMO

Mission principale : Aux côtés du chef de projet AMO, appui à la préparation et à la passation des marchés (constitution du DCE, élaboration du rapport d'analyse des offres, suivi de la conformité du processus aux procédures de passation des marchés publics...)

- **Expérience :**
 - +4 ans d'expérience pertinente au regard du besoin
 - Missions d'AMO pour des projets d'infrastructures publiques.
 - Rédaction de marchés publics (MOE, conception réalisation, autres prestations intellectuelles...), analyse des offres, négociation et suivi en exécution des marchés.
- **Compétences requises :**
 - Connaissance du cycle et des procédures de la construction.
 - Connaissance approfondie des procédures de passation de marchés publics (MOE, conception réalisation, prestations intellectuelles...).
 - Excellente capacité à rédiger des rapports et des documents contractuels.
 - Capacité à travailler au sein d'une équipe multidisciplinaire (juristes, ingénieurs, etc.)
- **Diplômes :**
 - Bac+5 en ingénierie (BTP, génie civil...), gestion de projets ou équivalent

4. Juriste spécialisé en marchés publics

Mission principale : Analyse et sécurisation des aspects juridiques, et mise en conformité des documents contractuels (mobilisable selon les besoins)

- **Expérience :**
 - +4 ans d'expérience pertinente au regard du besoin
 - Expérience en conseil juridique dans le domaine des marchés, des contrats et des achats publics.
 - Analyse des risques juridiques spécifiques aux marchés de MOE et de conception-réalisation.
- **Compétences requises :**
 - Parfaite connaissance des procédures de passation de marchés publics (en particulier marchés de MOE et de conception-réalisation).
 - Expertise en gestion des contentieux relatifs aux marchés publics.
- **Diplômes :**
 - Idéalement CAPA
 - A défaut, Bac+5 en droit public, droit de la commande publique, ou équivalent

5. Ingénieur expérimenté en bâtiments / infrastructures publiques

Mission principale : Appui à l'initialisation du projet, à la définition des exigences techniques et environnementales, et contribution à l'analyse des propositions des entreprises (mobilisable selon les besoins)

- **Expérience :**
 - +6 ans d'expérience pertinente au regard du besoin
 - Expérience dans la programmation, la conception, le suivi et l'évaluation de projets d'infrastructures publiques (routes, bâtiments publics, équipements collectifs...).
 - Expertise technique sur les normes et les standards de construction, ainsi que sur la gestion des coûts et des délais de projets.
 - Expérience dans la réalisation d'audits techniques, de contrôles qualité et de la validation des propositions des entreprises.
- **Compétences requises :**
 - Expertise en ingénierie des bâtiments publics, infrastructures, et réseaux.
 - Maîtrise des techniques de construction et des réglementations nationales, notamment environnementales tenant compte des risques naturels et des enjeux de performance énergétique et d'optimisation des impacts environnementaux (biodiversité, déchets...).
 - Capacité à analyser les propositions techniques et financières des entreprises pour garantir la qualité des projets.
- **Diplômes :**
 - Bac+5 en ingénierie (BTP, génie civil...)
 - Idéalement, formation spécifique aux normes et réglementations des ERP
 - Idéalement, formation spécifique à la prise en compte des enjeux environnementaux

Compte tenu du contexte spécifique, il sera nécessaire d'assurer une proximité effective de l'équipe d'AMO avec le(s) bénéficiaire(s) de l'appui. Cela permettra de faciliter le déroulement des missions, de fluidifier la communication et de répondre avec célérité aux besoins exprimés. A ce titre, la présence permanente à Mayotte (sauf congés) des profils **Chef de projet AMO** et **Consultant AMO** (à minima) est donc requise. Ce paramètre est d'autant plus important que certaines missions pourront être soumises à des délais contraints.

Article 5. Modalités financières et administratives de l'accord-cadre

5.1. Estimation des jours d'intervention

Dans sa proposition financière, le soumissionnaire sera invité à indiquer le taux journalier moyen (TJM) applicable à chaque profil. Le nombre de jours de mobilisation de l'AMO pour la réalisation d'une prestation donnée peut varier selon la complexité anticipée de la prestation (cas normal ou cas complexe).

Le Tableau 3 ci-dessous présente les critères permettant de catégoriser les prestations. Il est à noter que le fait qu'un seul critère de complexité soit rempli suffit à caractériser le cas comme complexe.

Tableau 3 – Critères d'évaluation de la complexité

Complexité	Critère 1 : Technicité du projet (faisceau d'indices permettant de caractériser la technicité : nature des bâtiments et des usages, ampleur des dégâts, ERP...)	Critère 2 : Coût du projet (études et travaux)
Cas normal	Faible à modérée	Jusqu'à 1 million HT €
Cas complexe	Forte	Au-dessus d'1 million HT €

Le Tableau 4 propose une estimation des jours de mobilisation de chaque profil selon la complexité de la prestation. L'estimation est donnée à titre indicatif.

Tableau 4 – Estimation prévisionnelle du nombre de jours de mobilisation

		Estimation prévisionnelle du nombre de jours de mobilisation				
Prestations	Complexité	Chef de projet AMO	Chargé de recherche de financements et de montage de dossiers	Consultant AMO	Juriste spécialisé en marchés publics	Ingénieur expérimenté en bâtiments / infra. publiques
Prestation 1 - Cadrage	N/A	1	N/A	1	N/A	N/A
Prestation 2 – Initialisation du Projet	Cas normal	5	N/A	1	N/A	5
	Cas complexe	8	N/A	2	N/A	8
Prestation 3 – Recherche de financement et montage de dossiers	N/A	2	8	N/A	N/A	N/A

		Estimation prévisionnelle du nombre de jours de mobilisation				
Prestations	Complexité	Chef de projet AMO	Chargé de recherche de financements et de montage de dossiers	Consultant AMO	Juriste spécialisé en marchés publics	Ingénieur expérimenté en bâtiments / infra. publiques
Prestation 4 – Appui à la passation des marchés de MOE et bureau de contrôle	Cas normal	5	N/A	8	1	4
	Cas complexe	8	N/A	12	2	6
Prestation 5 - Appui à la passation des marchés au sens de l’art. 19 loi d’urgence Mayotte	Cas normal	6	N/A	10	1	6
	Cas complexe	10	N/A	14	2	8

S’agissant de la prestation 1, la complexité n’est pas prise en compte, puisque cette prestation vise justement à cadrer la mission.

Le rattachement d’une prestation à un cas (normal ou complexe) et le nombre effectif de jours de mobilisation feront l’objet d’un échange entre l’AFD et l’attributaire en amont de l’établissement du bon de commande par l’AFD. Cet échange permettra aux deux parties de s’aligner sur l’analyse de la complexité et le dimensionnement de la mission. Les éventuels retours d’expérience sur le rattachement inadéquat d’une prestation à un cas serviront à alimenter le dialogue entre l’AFD et le titulaire dans le cadre de la signature et de l’acceptation des bons de commande ultérieurs.

5.2. Délai de réalisation

La durée estimée du présent accord-cadre est de 2 ans.

Le soumissionnaire, dans sa proposition technique, devra intégrer des délais de réalisation prévisionnelles pour les différentes prestations, selon que le cas soit normal ou complexe. Il est toutefois entendu que le déclenchement de chaque prestation dépendra de la temporalité de réception par l’AFD des demandes exprimées par les entités bénéficiaires.